

Pour rechercher un mot cliquez sur les jumelles.

Glossaire

Actif dominé : actif qui offre un rendement inférieur à celui d'un autre actif dans toutes les conjectures face à un avenir incertain.

Actualisation : réduction de la valeur des dépenses et des recettes futures par rapport à leur valeur actuelle, sous l'effet d'un taux d'intérêt positif.

Acyclique : qui se meut sans direction cohérente dans le cycle conjoncturel. *Voir aussi contracyclique, procyclique.*

Agrégé(e) : total(e) pour l'ensemble de l'économie.

Amortissement : réduction du stock de capital sous le double effet de l'obsolescence technique et de l'usure.

Anticipations adaptatives : hypothèse selon laquelle les gens constituent leurs anticipations relatives à une variable en se fondant sur les valeurs récemment observées de cette variable. *Voir aussi anticipations rationnelles.*

Anticipations des entrepreneurs : vagues exogènes et peut-être autoréalisatrices d'optimisme et de pessimisme quant à l'état de l'économie qui, selon certains économistes, influencent le niveau de l'investissement.

Anticipations rationnelles : approche qui fait l'hypothèse que les gens utilisent de manière optimale toute l'information disponible, y compris l'information sur les politiques actuelles et prospectives, pour prévoir l'avenir. *Voir aussi anticipations adaptatives.*

Antisélection, ou sélection adverse : tri défavorable à certains en conséquence de leurs propres décisions; par exemple, dans le cadre de la théorie du salaire d'efficacité, quand une réduction salariale pousse les bons travailleurs à quitter une entreprise et les mauvais travailleurs à y rester.

Appréciation : hausse de la valeur d'une monnaie par rapport aux autres devises sur le marché des changes. *Voir aussi dépréciation.*

Arbitrage : achat d'un bien ou d'un actif sur un marché pour le revendre à un prix plus élevé sur un autre marché afin de tirer parti du différentiel de prix entre les deux marchés.

Assurance chômage : secteur du système de sécurité sociale qui permet aux travailleurs de bénéficier d'une indemnité de chômage pendant un certain temps après qu'ils aient perdu leur emploi.

Balance commerciale : recettes d'exportation moins dépenses d'importation.

Banque centrale : institution responsable de la conduite de la politique monétaire.

- Base monétaire** : somme des pièces et billets en circulation et des réserves bancaires, aussi appelée monnaie à haute puissance ou monnaie centrale.
- Bien normal** : bien que le consommateur demande en plus grande quantité lorsque son revenu augmente.
- Bilan** : état comptable présentant l'actif et le passif.
- Budget équilibré** : budget dans lequel les recettes sont égales aux dépenses.
- Budgétisation avec compte de capital** : procédure comptable qui tient compte des éléments d'actif autant que de passif.
- Capital** : **1.** stock des infrastructures et des équipements utilisés à des fins de production ; **2.** fonds permettant l'accumulation du capital défini sous **1.**
- Choc** : modification exogène d'une relation économique, telle que la courbe de demande agrégée ou la courbe d'offre agrégée.
- Chômage conjoncturel** : chômage associé aux fluctuations économiques de court terme ; écart du taux de chômage par rapport à son taux naturel.
- Chômage d'attente** : chômage résultant de la rigidité des salaires et du rationnement de l'emploi. *Voir aussi chômage frictionnel.*
- Chômage frictionnel** : chômage provoqué par le temps qu'il faut aux travailleurs pour rechercher et trouver les emplois correspondant le mieux à leurs capacités et à leurs goûts. *Voir aussi chômage d'attente.*
- Coefficient de sacrifice** : nombre de points de pourcentage du PIB réel d'une année donnée auquel il faut renoncer pour réduire l'inflation d'un point de pourcentage.
- Comptabilité nationale** : système comptable qui mesure le PIB et ses diverses composantes.
- Concurrence** : situation dans laquelle les particuliers ou les entreprises sont tellement nombreux que l'action de l'un quelconque d'entre eux n'influence pas le prix du marché.
- Consommation** : biens et services achetés par les consommateurs.
- Contingent à l'importation** : limitation légale de la quantité d'un bien qui peut être importée.
- Contracyclique** : qui se meut en sens inverse de la production, du revenu et de l'emploi dans le cycle conjoncturel ; qui augmente pendant les récessions et baisse pendant les expansions. *Voir aussi acyclique, procyclique.*
- Contrainte budgétaire** : limite imposée par le revenu à la dépense. *Voir aussi contrainte budgétaire intertemporelle.*
- Contrainte budgétaire intertemporelle** : contrainte budgétaire affectant la dépense et le revenu pendant plus d'une période de temps. *Voir aussi contrainte budgétaire.*
- Contrainte de liquidité** : restriction de la quantité qu'il est possible d'emprunter auprès des institutions financières, qui limite la capacité de ceux et celles qui en font l'objet de dépenser aujourd'hui leurs revenus futurs ; appelée aussi restriction ou rationnement du crédit.
- Contrainte de financement** : limitation de la quantité de fonds qu'une firme peut trouver, notamment par l'emprunt, en vue d'acheter des biens de capital.
- Courbe de demande agrégée** : relation négative entre le niveau des prix et la quantité de production agrégée demandée à la suite de l'interaction entre le marché des biens et services et le marché monétaire.

- Courbe de Phillips** : relation négative entre inflation et chômage ; dans sa version moderne, relation entre inflation, chômage conjoncturel, inflation anticipée et chocs de l'offre, dérivée de la courbe d'offre agrégée à court terme.
- Courbe d'indifférence** : représentation graphique des préférences, qui montre que diverses combinaisons de biens et de services produisent le même degré de satisfaction.
- Courbe d'offre agrégée** : relation positive entre le niveau des prix et la quantité agrégée produite par les entreprises.
- Courbe IS** : relation négative entre le taux d'intérêt et le niveau de revenu qui apparaît sur le marché des biens et des services. *Voir aussi modèle IS-LM, courbe LM.*
- Courbe LM** : relation positive entre le taux d'intérêt et le niveau du revenu, le niveau des prix étant maintenu constant, qui apparaît sur le marché des encaisses monétaires réelles. *Voir aussi modèle IS-LM, courbe IS.*
- Coût de menu** : coût de modification d'un prix.
- Coût du capital** : quantité d'argent à laquelle on renonce pour détenir une unité de capital pendant une période, comprenant le taux d'intérêt, l'amortissement et le gain ou la perte résultant de la variation du prix du capital.
- Coût en chaussures** : coût de l'inflation réduisant les encaisses monétaires réelles, suscité notamment par l'inconvénient que représente le fait de devoir se rendre plus fréquemment à la banque.
- Critique de Lucas** : argument selon lequel l'analyse conventionnelle des politiques économiques ne tient pas correctement compte de l'impact des modifications de ces politiques sur les anticipations des gens.
- Cycle conjoncturel** : fluctuations de la production, des revenus et de l'emploi affectant l'ensemble de l'économie.
- Cycle électoral** : fluctuations de la production et de l'emploi provoquées par la manipulation de l'économie à des fins électorales.
- Déductibilité fiscale de l'investissement** : disposition fiscale qui permet aux entreprises de payer moins d'impôts sur leurs bénéfices quand elles acquièrent de nouveaux biens de capital.
- Défaut de coordination** : situation dans laquelle les décideurs obtiennent un résultat moins bon pour chacun d'entre eux, en raison de leur incapacité conjointe à choisir des stratégies qui offriraient à tous un résultat meilleur.
- Déficit budgétaire** : écart négatif des recettes par rapport aux dépenses.
- Déficit budgétaire corrigé des variations conjoncturelles** : déficit budgétaire corrigé de l'impact du cycle conjoncturel sur les dépenses et les recettes de l'État ; déficit budgétaire qui surviendrait si la production et l'emploi de l'économie étaient à leurs taux naturels. Appelé également *déficit budgétaire de plein emploi*.
- Déficit budgétaire de plein emploi** : voir *déficit budgétaire corrigé des variations conjoncturelles*.
- Déflation** : baisse du niveau général des prix. *Voir aussi désinflation, inflation.*
- Déflation par l'endettement** : théorie selon laquelle une baisse non anticipée du niveau des prix redistribue la richesse réelle des débiteurs vers les créanciers et réduit donc la dépense totale au sein de l'économie concernée.

- Déflateur du PIB** : rapport du PIB nominal au PIB réel ; mesure du niveau général des prix traduisant le coût du panier de biens et de services actuellement produits par rapport à son coût au cours d'une année choisie comme année de base.
- Délai externe** : temps qui s'écoule entre le moment où une mesure de politique économique est prise et celui où elle sort son impact sur l'économie. *Voir aussi délai interne.*
- Délai interne** : temps qui s'écoule entre le moment où un choc s'exerce sur l'économie et celui où une politique est mise en oeuvre pour y réagir. *Voir aussi délai externe.*
- Dépenses publiques** : biens et services achetés par l'État. *Voir aussi transferts.*
- Dépôts à vue** : actifs détenus auprès des banques et immédiatement utilisables à des fins de transactions, tels que comptes à vue.
- Dépréciation** : baisse de la valeur d'une monnaie par rapport aux autres devises sur le marché des changes. *Voir aussi appréciation.*
- Dépression** : récession particulièrement grave.
- Désinflation** : réduction du rythme de hausse des prix. *Voir aussi déflation, inflation.*
- Dévaluation** : réduction de la valeur de la monnaie par la banque centrale, dans un système de taux de change fixes. *Voir aussi réévaluation.*
- Dichotomie classique** : distinction théorique entre variables réelles et nominales faite par le modèle classique, qui implique que les variables nominales n'influencent pas les variables réelles. *Voir aussi neutralité de la monnaie.*
- Double coïncidence des besoins** : situation dans laquelle deux individus possèdent précisément le bien que l'autre souhaite.
- Économie fermée** : économie sans échanges internationaux. *Voir aussi économie ouverte.*
- Économie ouverte** : économie dans laquelle les gens peuvent librement échanger internationalement des biens et des actifs financiers. *Voir aussi économie fermée.*
- Économie souterraine** : transactions économiques dissimulées en vue d'échapper à l'impôt ou à la répression d'activités illégales.
- Effet Fisher** : répercussion intégrale de l'inflation anticipée sur le taux d'intérêt nominal.
- Effet Mundell-Tobin** : baisse du taux d'intérêt réel résultant d'une hausse de l'inflation anticipée qui accroît le taux d'intérêt nominal, diminue les encaisses monétaires réelles et la richesse réelle et, de ce fait, réduit la consommation et accroît l'épargne.
- Effet Pigou** : hausse des dépenses de consommation induite par une baisse du niveau des prix qui provoque l'augmentation des encaisses monétaires réelles et donc de la richesse des consommateurs.
- Effet substitution** : variation de la consommation d'un bien résultant d'un déplacement le long d'une courbe d'indifférence provoquée par une variation du prix relatif. *Voir aussi effet revenu.*
- Effet revenu** : variation de la consommation d'un bien résultant du passage sur une nouvelle courbe d'indifférence, le prix relatif étant constant. *Voir aussi effet substitution.*

- Effizienz du travail** : variable du modèle de croissance de Solow qui mesure la santé, l'éducation, le savoir-faire et les connaissances de la population active.
- Élasticité** : variation en pourcentage d'une variable provoquée par une variation de 1% d'une autre variable.
- Élimination des variations saisonnières** : élimination des fluctuations régulières d'une variable économique associées aux diverses époques de l'année.
- Encaisses monétaires réelles** : quantité de monnaie exprimée en termes de la quantité de biens et de services qu'elle peut acheter ; quantité de monnaie divisée par le niveau des prix (M/P).
- Encours de production** : partie des stocks en cours de finition.
- Épargne de précaution** : épargne supplémentaire suscitée par l'incertitude relative, notamment, à la longévité ou au revenu futur.
- Épargne nationale** : revenu de la nation diminué de la consommation des ménages et des dépenses publiques ; somme de l'épargne privée et de l'épargne publique.
- Épargne privée** : revenu disponible moins consommation.
- Épargne publique** : recettes publiques moins dépenses publiques ; excédent budgétaire.
- Équation de Fisher** : équation selon laquelle le taux d'intérêt nominal est égal à la somme du taux d'intérêt réel et de l'inflation anticipée ($i = r + \pi^e$).
- Équation quantitative** : identité indiquant que le produit de l'offre de monnaie et de la vitesse de circulation de celle-ci est égal à la dépense nominale ($MV = PY$) ; associée à l'hypothèse de vitesse de circulation stable, explication de la dépense nominale appelée théorie quantitative de la monnaie.
- Équilibre** : état d'équilibre entre deux forces opposées, telles que l'offre et la demande sur un marché.
- Équilibre général** : équilibre simultané de tous les marchés de l'économie.
- Équilibre keynésien** : modèle simple de la détermination du revenu basé sur les idées présentées dans la *Théorie générale* de Keynes, qui montre comment les variations de la dépense peuvent avoir un effet multiplicateur sur le revenu agrégé.
- Équivalence ricardienne** : théorie selon laquelle les consommateurs tournés vers l'avenir anticipent intégralement les impôts futurs qu'implique la dette publique, de telle sorte que l'emprunt que fait aujourd'hui l'État, associé à l'impôt qu'il devra lever à l'avenir pour rembourser cet emprunt, a exactement le même impact sur l'économie qu'un impôt aujourd'hui.
- Espèces, liquidité ou encaisses** : total des pièces de monnaie et billets de banque en circulation.
- Étalon-or** : système monétaire dans lequel l'or est utilisé comme monnaie ou dans lequel la totalité de la monnaie est convertible en or.
- État stationnaire** : situation dans laquelle les variables clés ne se modifient pas.
- Éviction** : baisse de l'investissement induite par une politique budgétaire expansionniste qui pousse à la hausse les taux d'intérêt.
- Excédent budgétaire** : écart positif des recettes par rapport aux dépenses.
- Exportations** : biens et services vendus à d'autres pays.
- Exportations nettes** : exportations moins importations.

Externalité de la demande agrégée : impact macroéconomique de l'ajustement de son prix par une entreprise sur la demande des produits de toutes les autres entreprises.

Facteur de production : facteur utilisé pour produire des biens et des services ; par exemple, capital et travail.

Federal Reserve (Fed) : banque centrale des États-Unis.

Flux : variable mesurée en termes de quantité par unité de temps. *Voir aussi stock.*

Fonction de consommation : relation traduisant les déterminants de la consommation ; par exemple, relation entre la consommation et le revenu disponible, $C = C(Y - T)$.

Fonction de demande de monnaie : fonction montrant les déterminants de la demande d'encaisses monétaires réelles ; par exemple, $(M/P)^d = L(i, Y)$.

Fonction de production : relation mathématique montrant comment les quantités des facteurs de production déterminent les quantités produites de biens et de services ; par exemple, $Y = F(K, L)$.

Fonction de production de Cobb-Douglas : fonction de production de la forme $F(K, L) = AK^\alpha L^{1-\alpha}$, où K est le capital, L le travail et A et α des paramètres.

Fonds prêtables : flux de ressources disponibles en vue de financer l'accumulation du capital.

Grande économie ouverte : économie ouverte capable d'influencer son propre taux d'intérêt ; économie qui, en raison de sa taille, peut avoir un impact substantiel sur les marchés internationaux et en particulier sur le taux d'intérêt mondial. *Voir aussi petite économie ouverte.*

Hyperinflation : inflation extrêmement élevée.

Hypothèse du cycle de vie : théorie de la consommation qui met en avant le rôle de l'épargne et de l'emprunt en tant que moyen de transférer des ressources des périodes de la vie où le revenu est élevé vers celles où le revenu est faible, et notamment de l'âge actif vers l'âge de la retraite.

Hypothèse du taux naturel : hypothèse selon laquelle les fluctuations de la demande agrégée n'influencent la production, l'emploi et le chômage qu'à court terme, tandis qu'à long terme, ces variables reviennent aux niveaux qu'implique le modèle classique.

Hypothèse du revenu permanent : théorie de la consommation selon laquelle les gens fixent leur consommation sur la base de leur revenu permanent et ont recours à l'épargne et à l'emprunt pour lisser cette consommation en réaction à des variations transitoires de leur revenu.

Hystérésis : impact durable de l'histoire, notamment sur le taux naturel de chômage.

Identité comptable du revenu national : équation qui montre que le PIB est la somme de la consommation, de l'investissement, des dépenses publiques et des exportations nettes.

Importations : biens et services achetés à d'autres pays.

- Impôt sur (les bénéfiques) des sociétés, impôt des sociétés** : impôt prélevé sur les bénéfiques comptables des entreprises.
- Incohérence dans le temps** : tendance des responsables politiques à annoncer certaines mesures de manière à influencer les anticipations des acteurs privés, pour ensuite prendre des mesures différentes une fois formées les anticipations et prises les décisions correspondantes.
- Indicateurs précurseurs** : variables économiques dont les variations précèdent celles de la production de l'ensemble de l'économie et annoncent donc le sens prévisible de l'évolution de celle-ci.
- Indice des indicateurs précurseurs** : voir *indicateurs précurseurs*.
- Indice des prix à la consommation (IPC)** : mesure du niveau général des prix traduisant le coût d'un panier donné de biens de consommation par rapport au coût de ce même panier au cours d'une année choisie comme année de base.
- Indice des prix de Laspeyres** : mesure du niveau des prix basé sur un panier constant de biens et de services. Voir aussi *indice des prix de Paasche*.
- Indice des prix de Paasche** : mesure du niveau des prix basée sur un panier variable de biens. Voir aussi *indice des prix de Laspeyres*.
- Inflation** : accroissement du niveau général des prix. Voir aussi *déflation, désinflation*.
- Inflation induite par la demande** : inflation suscitée par des chocs sur la demande agrégée. Voir aussi *inflation induite par les coûts*.
- Inflation induite par les coûts** : inflation résultant de chocs sur l'offre agrégée. Voir aussi *inflation induite par la demande*.
- Insiders** : travailleurs déjà occupés et qui peuvent de ce fait influencer les négociations salariales. Voir aussi *outsiders*.
- Intermédiation financière** : processus par lequel des ressources sont transférées des particuliers qui souhaitent épargner une partie de leur revenu en vue de leur consommation future vers les particuliers et les entreprises qui souhaitent emprunter pour acheter des biens d'équipement destinés à leur production future.
- Interventions sur le marché monétaire (open-market)** : achat ou vente d'obligations d'État par la banque centrale en vue d'accroître ou de réduire l'offre de monnaie.
- Investissement** : biens achetés par les particuliers et les entreprises pour accroître leur stock de capital.
- Investissement en stocks** : variation de la quantité de biens qu'une entreprise place en stocks, qu'il s'agisse de matières premières et de fournitures, d'encours de production ou de produits finis.
- Investissement extérieur net** : flux net de fonds investis à l'étranger ; épargne moins investissement sur le territoire national. Appelé également « investissement net à l'étranger ».
- Investissement net** : montant de l'investissement après remplacement du capital amorti ; variation du stock de capital.
- Investissement résidentiel** : logements nouveaux achetés par les gens pour y vivre et par les propriétaires immobiliers pour les louer.
- Investissement fixe des entreprises** : acquisition par les entreprises de bâtiments et d'équipements qu'elles destinent à leur production future.
- IPC** : voir *indice des prix à la consommation*.

Liquide : aisément convertible en moyen d'échange ; aisément utilisable pour procéder à des transactions.

Lissage de la production : motif de constitution de stocks selon lequel les entreprises peuvent réduire leurs coûts en maintenant constantes leurs quantités produites, grâce à l'utilisation des stocks pour réagir aux fluctuations des ventes.

Loi d'Okun : relation négative entre chômage et PIB réel, qui associe la baisse d'un point de pourcentage du chômage à une hausse supplémentaire du PIB réel d'environ 2%.

Loyer du capital : montant versé en location d'une unité de capital.

M1, M2, M3 : diverses mesures du stock de monnaie, de plus en plus larges à mesure que l'on passe de M1 à M3.

Macroéconomie : étude de l'économie dans son ensemble. *Voir aussi microéconomie.*

Marche aléatoire : évolution d'une variable dont les variations dans le temps sont imprévisibles.

Marché boursier : marché sur lequel s'échangent les actions.

Mécanisme de transmission monétaire : processus par lequel les variations de l'offre de monnaie influencent ce que les ménages et les entreprises souhaitent dépenser en acquisition de biens et de services.

Microéconomie : étude des marchés et des agents économiques individuels. *Voir aussi macroéconomie.*

Modèle : représentation simplifiée de la réalité faisant appel à des graphiques ou à des équations pour montrer les interactions entre variables.

Modèle avec erreur des travailleurs sur le niveau des prix : modèle de l'offre agrégée basé sur l'hypothèse que les travailleurs perçoivent quelquefois incorrectement le niveau général des prix.

Modèle avec prix rigides : modèle de l'offre agrégée mettant en avant la lenteur d'ajustement des prix des biens et des services.

Modèle avec salaires rigides : modèle de l'offre agrégée mettant en avant la lenteur d'ajustement des salaires nominaux.

Modèle de Baumol-Tobin : modèle de la demande de monnaie selon lequel les gens fixent leur détention optimale de monnaie en comparant le coût d'opportunité que représentent les intérêts perdus du fait de cette détention et l'avantage qu'ils tirent d'un nombre inférieur de visites à la banque.

Modèle classique : modèle de l'économie hérité des économistes classiques, ou pré-keynésiens ; il fait la double hypothèse que les prix et les salaires s'ajustent instantanément pour équilibrer les marchés et que la politique monétaire n'influence pas les variables réelles. *Voir aussi modèle keynésien.*

Modèle de croissance de Solow : modèle qui montre comment l'épargne, la croissance démographique et le progrès technologique déterminent conjointement le niveau de vie et sa croissance.

Modèle de l'accélérateur : modèle selon lequel l'investissement est fonction des variations de la production.

Modèle de l'information imparfaite : modèle de l'offre agrégée qui souligne que les individus ne connaissent pas toujours le niveau général des prix, car ils ne peuvent observer à tout moment tous les prix de tous les biens et services de l'économie.

- Modèle de Mundell-Fleming** : modèle *IS-LM* dans le cas d'une petite économie ouverte.
- Modèle d'équilibre du marché** : modèle qui fait l'hypothèse que les prix s'ajustent librement pour équilibrer l'offre et la demande.
- Modèle *IS-LM*** : modèle de la demande agrégée qui montre ce qui détermine le revenu agrégé pour tout niveau donné des prix, en analysant l'interaction entre le marché des biens et services et celui de la monnaie. *Voir aussi courbe IS, courbe LM.*
- Modèle keynésien** : modèle construit à partir des idées présentées dans la *Théorie générale* de Keynes; modèle basé sur la double hypothèse que les salaires et les prix ne s'ajustent pas instantanément pour équilibrer les marchés et que la demande agrégée détermine la production et l'emploi. *Voir aussi modèle classique.*
- Modèle macroéconomique** : modèle qui utilise des données et des techniques statistiques pour décrire quantitativement l'économie, plutôt que d'en donner une interprétation exclusivement qualitative.
- Modèle néoclassique de l'investissement** : théorie selon laquelle l'investissement est fonction du différentiel entre la productivité marginale du capital et le coût de celui-ci.
- Monétarisme** : doctrine selon laquelle les variations de l'offre de monnaie sont la première source des fluctuations économiques, ce qui implique qu'une offre monétaire stable assure la stabilité de l'économie.
- Monnaie** : stock d'actifs utilisés à des fins de transactions. *Voir aussi monnaie-marchandise, monnaie fiduciaire.*
- Monnaie à haute puissance** : somme des pièces et billets en circulation et des réserves bancaires, appelée également base monétaire, monnaie centrale.
- Monnaie fiduciaire** : monnaie dépourvue de toute utilité intrinsèque, qui tire exclusivement sa valeur du fait d'être utilisée comme monnaie. *Voir aussi monnaie-marchandise, monnaie.*
- Monnaie-marchandise** : monnaie dotée d'une valeur intrinsèque et qui aurait un usage même si elle ne servait pas de monnaie. *Voir aussi monnaie fiduciaire, monnaie.*
- Moyen d'échange, intermédiaire des échanges** : objet universellement accepté dans les transactions; l'une des fonctions de la monnaie. *Voir aussi réserve de valeur, unité de compte.*
- Multiplicateur des dépenses publiques** : variation du revenu agrégé résultant d'une variation unitaire des dépenses publiques.
- Multiplicateur fiscal** : variation du revenu agrégé provoquée par une variation unitaire des prélèvements fiscaux.
- Multiplicateur monétaire** : accroissement de l'offre de monnaie résultant d'une hausse unitaire de la base monétaire.
- Neutralité de la monnaie** : propriété selon laquelle les variations de l'offre de monnaie n'influencent pas les variables réelles. *Voir aussi dichotomie classique.*
- Neutralité monétaire** : *voir neutralité de la monnaie.*
- Nominal** : mesuré en valeur monétaire courante, non corrigée de l'inflation. *Voir aussi réel.*

Nouvelle économie classique : école de pensée selon laquelle les fluctuations économiques peuvent s'expliquer en conservant les hypothèses du modèle classique. *Voir aussi nouvelle économie keynésienne.*

Nouvelle économie keynésienne : école de pensée selon laquelle les fluctuations économiques ne peuvent s'expliquer qu'en acceptant le rôle de certaines imperfections microéconomiques telles que la rigidité des prix et des salaires. *Voir aussi nouvelle économie classique.*

Obligation : document constituant reconnaissance de dette porteuse d'intérêt dans le chef de son émetteur, généralement une entreprise ou l'État.

Outsiders : travailleurs non actuellement occupés et qui n'ont, de ce fait, aucune influence sur les négociations salariales. *Voir aussi insiders.*

Parité de pouvoir d'achat : doctrine selon laquelle les biens doivent être vendus au même prix dans chaque pays, qui implique que le taux de change nominal reflète les différentiels de prix.

Parts distributives des facteurs de production : part respective des recettes totales qui rémunère chacun des facteurs de production.

Petite économie ouverte : économie ouverte dont le taux d'intérêt est donné par les marchés financiers internationaux ; économie qui, en raison de sa taille, n'a qu'un impact négligeable sur les marchés internationaux et en particulier sur le taux d'intérêt mondial. *Voir aussi grande économie ouverte.*

PIB : voir produit intérieur brut.

PNB : voir produit national brut.

Politique accommodante : politique qui compense les effets perturbateurs d'un choc ; par exemple, stimulation de la demande agrégée en réaction à un choc négatif de l'offre en acceptant l'impact de ce choc sur les prix, mais en maintenant inchangé le niveau naturel de production.

Politique budgétaire : choix de l'État en matière de fixation des niveaux des dépenses et des recettes.

Politique de stabilisation : politique économique visant à limiter l'ampleur des fluctuations économiques de court terme.

Politique expansionniste : politique qui stimule la demande agrégée, le revenu réel et l'emploi. *Voir aussi politique restrictive.*

Politique monétaire : choix de la banque centrale relatifs à l'offre de monnaie.

Politique restrictive : politique qui réduit la demande agrégée, le revenu réel et l'emploi. *Voir aussi politique expansionniste.*

Population active : fraction de la population totale en âge de travailler qui a un emploi ou qui en recherche un.

Prix des facteurs : rémunération d'une unité d'un facteur de production.

Prix flexibles : prix qui s'ajustent rapidement pour équilibrer l'offre et la demande. *Voir aussi prix rigides.*

Prix rigides : prix qui s'ajustent lentement et qui, donc, n'équilibrent pas toujours l'offre et la demande. *Voir aussi prix flexibles.*

Problème d'identification : difficulté d'isoler une relation particulière entre données lorsque deux variables ou davantage ont plus d'une relation entre elles.

- Procyclique** : qui se déplace dans le même sens que la production, le revenu et l'emploi dans le cycle conjoncturel ; qui baisse pendant les récessions et augmente pendant les expansions. *Voir aussi acyclique, contracyclique.*
- Productivité marginale décroissante** : caractéristique d'une fonction de production selon laquelle la productivité marginale d'un facteur diminue à mesure que sa quantité augmente, tous les autres facteurs étant maintenus constants.
- Productivité marginale du capital (PMK)** : quantité de production supplémentaire produite à l'aide d'une unité supplémentaire de capital.
- Productivité marginale du travail (PML)** : quantité de production supplémentaire produite à l'aide d'une unité supplémentaire de travail.
- Productivité totale des facteurs** : mesure du niveau de la technologie ; quantité de production par unité de facteurs, ces derniers étant pondérés par leurs parts distributives. *Voir aussi résidu de Solow.*
- Produit intérieur brut (PIB)** : total des revenus gagnés sur le territoire national, y compris par les facteurs de production dont la propriété est étrangère ; dépenses totales en biens et services produits sur le territoire national.
- Produit national brut (PNB)** : revenu total de tous les résidents d'un pays, y compris à l'aide de facteurs de production utilisés à l'étranger ; dépense totale en biens et services produits par les résidents du pays.
- Profit, bénéfice** : revenu des propriétaires de l'entreprise ; revenus de l'entreprise moins coûts de l'entreprise. *Voir aussi profit, bénéfice comptable ; profit, bénéfice économique.*
- Profit, bénéfice comptable** : part des recettes que conservent les propriétaires d'une entreprise après avoir rémunéré tous les facteurs de production, à l'exception du capital. *Voir aussi profit, bénéfice économique.*
- Profit, bénéfice économique** : part des recettes que conservent les propriétaires d'une entreprise après avoir payé tous les facteurs de production. *Voir aussi profit, bénéfice comptable.*
- Progrès technologique accroissant l'efficacité du travail** : évolutions de la capacité de production qui accroissent l'efficacité du travail.
- Propension marginale à consommer (PMC)** : accroissement de la consommation associé à une unité supplémentaire de revenu disponible.
- Propension moyenne à consommer (pmc)** : rapport de la consommation au revenu (C/Y).
- Quasi-monnaie** : actifs pratiquement aussi commodes que la monnaie pour réaliser des transactions et qui sont, de ce fait, de proches substituts de la monnaie.
- q de Tobin** : rapport de la valeur en Bourse du capital installé à son coût de remplacement.
- Rationnement du crédit** : *voir contrainte de liquidité.*
- Récession** : longue période de baisse du revenu réel.
- Réel** : mesuré en unités monétaires constantes ; corrigé de l'inflation. *Voir aussi nominal.*
- Réévaluation** : augmentation de la valeur de la monnaie par la banque centrale, dans un système de taux de change fixes. *Voir aussi dévaluation.*

- Règle d'or** : taux d'épargne du modèle de croissance de Solow qui assure ultimement l'état stationnaire qui maximise la consommation par travailleur (ou par unité efficiente de travail).
- Rendements d'échelle constants** : propriété d'une fonction de production selon laquelle un accroissement identique de tous les facteurs de production induit un accroissement proportionnel de la production.
- Réserve de valeur** : manière de transférer du pouvoir d'achat du présent vers l'avenir ; l'une des fonctions de la monnaie. *Voir aussi moyen d'échange, intermédiaire des échanges, unité de compte.*
- Réserves** : monnaie que les banques ont reçue en dépôt, mais qu'elles n'utilisent pas pour faire des prêts.
- Réserves excédentaires** : réserves détenues par les banques au-delà du montant minimum des réserves obligatoires.
- Réserves obligatoires** : niveau minimum des réserves bancaires imposé par la banque centrale lorsqu'elle précise un coefficient de réserves obligatoires.
- Résidu de Solow** : croissance de la productivité totale des facteurs mesurée par la variation en pourcentage de la production diminuée de la variation en pourcentage des facteurs, pondérée par leurs parts relatives. *Voir aussi productivité totale des facteurs.*
- Restriction ou rationnement du crédit** : limitation du montant qu'il est possible d'emprunter auprès des institutions financières, se répercutant sur la capacité de ceux et celles qu'elle frappe de dépenser aujourd'hui leurs revenus futurs ; également appelée *contrainte de liquidité*.
- Restructuration sectorielle** : modification de la répartition de la demande d'une économie entre branches industrielles ou régions.
- Rétention de main-d'oeuvre** : emploi par les entreprises d'un nombre de travailleurs supérieur à celui dont elles ont besoin en période de faible demande, de manière à en disposer quand la demande reprendra.
- Revenu disponible** : revenu après paiement des impôts.
- Revenu permanent** : revenu que les gens s'attendent à conserver à l'avenir ; revenu normal. *Voir aussi revenu transitoire.*
- Revenu transitoire** : partie du revenu que les gens ne s'attendent pas à conserver à l'avenir ; revenu courant moins revenu normal. *Voir aussi revenu permanent.*
- Rigidité des prix** : absence d'ajustement des prix pour équilibrer l'offre et la demande de biens et de services.
- Rigidité des salaires** : absence d'ajustement des salaires pour équilibrer l'offre et la demande de travail.
- Risque moral** : possibilité de comportement malhonnête dans les situations où le comportement n'est qu'imparfaitement connu ; par exemple, dans la théorie du salaire d'efficience, possibilité pour les travailleurs faiblement rémunérés de ne pas assumer leurs responsabilités, au risque d'être découverts et licenciés.
- Rupture de stocks** : incitation des entreprises à détenir des stocks pour éviter de ne pouvoir satisfaire une demande exceptionnellement élevée.
- Salaire** : rémunération d'une unité de travail.
- Seigneuriage** : recettes prélevées par l'État au travers de la création monétaire ; taxe d'inflation.

Sélection adverse, ou antisélection : tri défavorable à certains en conséquence de leurs propres décisions; par exemple, dans le cadre de la théorie du salaire d'efficacité, quand une réduction salariale pousse les bons travailleurs à quitter une entreprise et les mauvais travailleurs à y rester.

Stabilisateur automatique : politique qui réduit l'amplitude des fluctuations économiques sans aucune modification délibérée des politiques économiques; par exemple, système d'impôt sur le revenu qui réduit automatiquement le prélèvement quand le revenu diminue.

Stagflation : situation de baisse de la production et de hausse des prix; combinaison de la stagnation et de l'inflation.

Stock : variable mesurée en termes de quantité à un moment donné du temps. *Voir aussi flux.*

Substitution intertemporelle du travail : arbitrage des gens entre les quantités de travail qu'ils sont disposés à fournir à diverses périodes.

Système bancaire avec réserves fractionnaires : système dans lequel les banques conservent en réserves une partie seulement de leurs dépôts. *Voir aussi système bancaire avec réserves intégrales.*

Système bancaire avec réserves intégrales : système dans lequel les banques conservent en réserves la totalité de leurs dépôts. *Voir aussi système bancaire avec réserves fractionnaires.*

Tarif douanier : taxe frappant les biens importés.

Taux d'activité : part de la population en âge de travailler dans la population active.

Taux de change : taux auquel un pays effectue ses transactions sur les marchés internationaux. *Voir aussi taux de change nominal, taux de change réel.*

Taux de change fixes : taux de change déterminés par la volonté de la banque centrale d'acheter et de vendre la monnaie nationale en échange de devises à un prix prédéterminé. *Voir aussi taux de change flexibles.*

Taux de change flexibles, ou flottants : taux de change dont la banque centrale accepte les variations en réaction à la modification des conditions ou des politiques économiques. *Voir aussi taux de change fixes.*

Taux de change nominal : taux de change auquel la monnaie d'un pays s'échange contre les autres devises. *Voir aussi taux de change, taux de change réel.*

Taux de change réel : taux auquel un pays échange ses biens et services contre ceux d'un autre pays. *Voir aussi taux de change, taux de change nominal.*

Taux de chômage : fraction inoccupée de la population active.

Taux d'escompte : taux d'intérêt prélevé par la banque centrale sur les prêts qu'elle consent aux banques commerciales.

Taux d'intérêt : prix du marché auquel des ressources sont transférées entre le présent et le futur; rendement de l'épargne et coût de l'emprunt.

Taux d'intérêt mondial : taux d'intérêt qui prévaut sur les marchés financiers internationaux.

Taux d'intérêt nominal : rendement de l'épargne et coût de l'emprunt non corrigés de l'inflation. *Voir aussi taux d'intérêt réel.*

Taux d'intérêt réel : rendement de l'épargne et coût de l'emprunt corrigés de l'inflation. *Voir aussi taux d'intérêt nominal.*

- Taux d'intérêt réel *ex ante*** : taux d'intérêt réel anticipé lorsqu'un emprunt est contracté ; taux d'intérêt nominal moins inflation anticipée. *Voir aussi taux d'intérêt réel ex post.*
- Taux d'intérêt réel *ex post*** : taux d'intérêt réel effectivement obtenu ; taux d'intérêt nominal moins inflation effective. *Voir aussi taux d'intérêt réel ex ante.*
- Taux marginal de substitution** : taux auquel les consommateurs sont prêts à renoncer à une partie d'un bien en échange d'une quantité accrue d'un autre bien ; pente de la courbe d'indifférence.
- Taux naturel de chômage** : taux stationnaire de chômage ; taux de chômage vers lequel l'économie tend à long terme.
- Taxe d'inflation** : recette prélevée par l'État liée à la création monétaire ; seigneurage.
- Théorème d'Euler** : résultat mathématique utilisé par les économistes pour montrer que le profit économique doit être nul si la fonction de production a des rendements d'échelle constants et si les facteurs sont rémunérés à hauteur de leurs productivités marginales.
- Théorie de la croissance endogène** : modèles de croissance économique qui tentent d'expliquer le taux de progrès technologique.
- Théorie de la préférence pour la liquidité** : modèle simple du taux d'intérêt basé sur les idées présentées par la *Théorie générale* de Keynes, selon lequel le taux d'intérêt s'ajuste pour équilibrer l'offre et la demande d'encaisses monétaires réelles.
- Théorie du cycle (économique) réel** : théorie selon laquelle les fluctuations économiques peuvent s'expliquer par les modifications réelles qui surviennent dans l'économie (par exemple, évolution des technologies), en excluant tout rôle des variables nominales (telles que l'offre de monnaie).
- Théorie *q* de l'investissement** : théorie selon laquelle les dépenses en biens de capital sont fonction du rapport entre la valeur en Bourse du capital installé et son coût de remplacement.
- Théorie quantitative (de la monnaie)** : doctrine affirmant que les variations de la quantité de monnaie induisent des variations des dépenses nominales.
- Théories de la demande de monnaie basées sur la gestion du portefeuille** : théories qui expliquent les quantités de monnaie que les gens souhaitent détenir par le rôle de la monnaie en tant que réserve de valeur. *Voir aussi théorie de la demande de monnaie basée sur la gestion des transactions.*
- Théories de la demande de monnaie basée sur la gestion des transactions** : théories qui expliquent la quantité de monnaie que les gens souhaitent détenir par le rôle de la monnaie en tant qu'intermédiaire des échanges. *Voir aussi théorie de la demande de monnaie basée sur la gestion du portefeuille.*
- Théories du salaire d'efficience** : théories de la rigidité des salaires réels et du chômage selon lesquelles les entreprises accroissent la productivité du travail et leur profit en maintenant les salaires réels au-dessus de leur niveau d'équilibre.
- Transferts** : paiements effectués par l'État au bénéfice de particuliers, sans contrepartie sous forme de biens ou de services, telles que les indemnités de sécurité sociale. *Voir aussi dépenses publiques.*
- Travailleurs découragés** : travailleurs qui quittent la population active parce qu'ils désespèrent de trouver un emploi.

- Unité de compte** : mesure dans laquelle sont libellés les prix et les autres éléments comptables ; l'une des fonctions de la monnaie. *Voir aussi intermédiaire, moyen d'échange, réserve de valeur.*
- Unités efficaces de travail** : mesure de la population active qui incorpore à la fois le nombre des travailleurs et l'efficacité de chacun d'entre eux.
- Union de taux de change** : groupe de pays qui conviennent de limiter les fluctuations de change entre leurs devises.
- Union monétaire** : groupe d'économies qui ont décidé de partager une monnaie, et donc une politique monétaire, communes.
- Valeur actuelle** : montant contemporain équivalent à un montant qui ne sera reçu qu'à l'avenir, compte tenu du taux d'intérêt qui pourrait être perçu dans l'intervalle.
- Valeur ajoutée** : valeur des ventes d'une entreprise diminuée de la valeur des biens et services intermédiaires achetés par elle.
- Valeur imputée** : estimation de la valeur d'un bien ou d'un service non vendu sur le marché et qui n'a donc pas de prix de marché.
- Variable endogène** : variable expliquée par tout modèle donné ; variable dont la valeur est déterminée par la solution de ce modèle. *Voir aussi variable exogène.*
- Variable exogène** : variable que tout modèle particulier considère comme donnée ; variable dont la valeur est indépendante de la solution de ce modèle. *Voir aussi variable endogène.*
- Vitesse de circulation de la monnaie** : rapport des dépenses nominales à l'offre de monnaie ; rythme auquel la monnaie passe d'une personne à l'autre.

